

# *Commission des relations de travail de l'Ontario*

# **EN RELIEF**

Rédacteurs : Voy Stelmaszynski, avocat  
Leonard Marvy, avocat

Juillet 2010

## Résumés de décisions

Sont résumées ci-dessous certaines décisions rendues par la Commission des relations de travail de l'Ontario en juin dernier. Ces décisions paraîtront dans le numéro de mai-juin des *Reports* de la Commission. Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à [http://www.iijcan.org/index\\_fr.html](http://www.iijcan.org/index_fr.html).

**Accréditation – Industrie de la construction – Unité de négociation – Pratique et procédure – Qualité** – L'employeur et le syndicat ne s'entendaient pas sur la composition de la liste des employés qui, à la date du dépôt de la requête, étaient au travail et effectuaient des travaux relevant de l'unité de négociation – L'employeur invoquait l'insuffisance des observations du syndicat, l'absence de faits détaillés et le défaut d'établir le bien-fondé *prima facie* de la requête, conformément aux prescriptions du Bulletin d'information n° 9 – La Commission confirme que, dans les cas où une partie affirme qu'un nom doit figurer à la liste des employés, les observations déposées doivent renfermer suffisamment de faits pour établir que, à la date du dépôt de la requête, la personne était au travail et avait effectué des travaux relevant de l'unité de négociation pendant la plus grande partie de la journée – La Commission juge que les observations du syndicat étaient incomplètes, puisqu'elles omettaient de décrire les travaux exécutés le jour du dépôt de la requête, même si ces renseignements semblaient être à la disposition du syndicat – La Commission ordonne au syndicat de déposer toute autre observation à l'appui de sa position – L'affaire suit son cours

**CONTERRA RESTORATION LTD.; RE UNIVERSAL WORKERS UNION, LABOURERS' INTERNATIONAL UNION OF NORTH AMERICA LOCAL 183; File No. 1975-09-R; Dated June 4, 2010; Panel: Diane L. Gee (11 pages)**

**Grief dans l'industrie de la construction – Réexamen** – Hydro One demandait le réexamen de la décision de la Commission voulant que l'entreprise ait enfreint les dispositions relatives à la sous-traitance de la convention principale – Après examen approfondi de la jurisprudence, la Commission ne trouve aucun argument étayant la position d'Hydro One, soit qu'il n'y ait pas « sous-traitance » lorsqu'un employeur conclut une entente avec une autre entité en vue de faire exécuter des travaux qui, si l'employeur n'avait pas le choix, seraient confiés à des employés membres d'une unité de négociation (l'entente d'Hydro One avec CN exigeait qu'Hydro One fasse décharger ses transformateurs des wagons porte-rails par des employés d'un sous-traitant de CN qui n'était pas lié par la convention principale) – Selon la Commission, la situation où se trouve Hydro One peut être pertinente en ce qui concerne les recours, mais non pour déterminer s'il y a eu violation de la disposition relative à la sous-traitance de la convention principale – Demande de réexamen rejetée

**HYDRO ONE NETWORKS INC.; RE CANADIAN UNION OF SKILLED WORKERS; File No. 2478-09-G; Dated June 22, 2010; Panel: Diane L. Gee (6 pages)**

**Révocation – Délais – Pratiques déloyales de travail** – Le syndicat intimé et l'employeur intervenant avaient conclu une convention collective fondée sur les modalités de la Sudbury

Heavy Civil Construction Collective Agreement (la « Heavy Agreement »), qui était entrée en vigueur le 15 décembre 2009 – Cette convention avait expiré le 30 avril 2010 et la requête en révocation avait été déposée dans les 30 jours suivant cette date – La Commission rappelle que, aux termes du paragraphe 58 (1), la durée minimale d'une convention collective est d'un an, et, puisque l'exception prévue au paragraphe 58 (4) ne s'applique pas (l'employeur intervenant n'est pas membre de l'association patronale), la requête est hors délais – De même, la Commission rejette l'observation de l'employeur selon laquelle le syndicat devrait être empêché d'invoquer le paragraphe 58 (1), et ce, pour trois raisons : 1) il ne peut y avoir préclusion pour empêcher l'application d'une loi publique; 2) les éléments de la préclusion ne sont pas établis; 3) il n'existe aucune preuve que des observations aient été faites au requérant par le syndicat, de toute façon – Requête rejetée

**LABELLE BROTHERS CONSTRUCTION AND/OR LABELLE BROTHER LTD.,** 763535 ONTARIO INC. O/A LABELLE BROTHERS EXCAVATING; RE DEREK SEQUIN; RE LIUNA, LOCAL 493; File Nos. 0006-10-R; 0403-10-U; Dated June 23, 2010; Panel: John D. Lewis (6 pages)

**Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée – Pratiques déloyales de travail** – Le syndicat demandait la divulgation d'un document (un Avis de décision) exposant en détail les résultats de l'enquête menée par l'employeur sur les plaintes portées par un membre du syndicat à l'encontre d'un autre, aux termes de la politique de l'employeur relative aux plaintes pour harcèlement – La question que doit trancher la Commission est la suivante : à savoir si la limitation imposée à la divulgation des renseignements personnels en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée (LAIPVP)* empêcherait la Commission de rendre une ordonnance exigeant de l'employeur qu'il mette l'Avis de décision à la disposition du syndicat – La Commission juge que la *LAIPVP* ne s'applique pas à la divulgation de l'Avis de décision : ce document ayant trait aux relations de travail, il fait exception en vertu du paragraphe 65 (6); par conséquent, il n'est pas sous le coup de cette Loi – De plus, après avoir revu le paragraphe 21 (1) de la *LAIPVP*, la Commission juge que, si toutefois la divulgation de l'Avis de décision au syndicat comportait une quelconque atteinte à la vie privée, il ne s'agirait pas d'une atteinte injustifiée – L'affaire suit son cours

**LAURENTIAN UNIVERSITY;** RE LAURENTIAN UNIVERSITY FACULTY ASSOCIATION; File No.

3642-08-U; Dated June 7, 2010; Panel: Patrick Kelly (15 pages)

**Redressement provisoire – Pratiques déloyales de travail** – L'employeur avait licencié un certain nombre d'employés au cours d'une campagne de recrutement du Syndicat des TCA – Les TCA avaient déposé une plainte pour pratiques déloyales de travail ainsi qu'une requête en redressement provisoire, alléguant que les licenciements étaient motivés par une animosité antisyndicale, d'autant plus qu'étaient en cause trois employés qui militaient en faveur du syndicat – L'employeur avait réintégré les employés et les TCA avaient retiré leur demande de réintégration provisoire – Les TCA devaient ensuite déposer une requête en accréditation, pour la retirer deux jours plus tard – Il y avait alors eu d'autres licenciements, dont faisaient partie les trois employés partisans du syndicat – Les TCA avaient donc déposé une requête visant la réintégration de ces employés dans leurs postes – En cherchant à savoir si une campagne en vue d'obtenir le droit de négocier était en cours, la Commission a constaté l'existence d'une preuve suffisante pour conclure que la campagne avait continué après le retrait de la requête des TCA – Le fait que les TCA aient retiré leur requête en accréditation n'avait pas eu pour conséquence de mettre fin à la campagne de recrutement du syndicat – Tentant de déterminer si toutes les conditions énoncées au paragraphe 98 (2) étaient réunies, la Commission déclare que, selon toute probabilité, les licenciements n'étaient pas en rapport avec l'exercice d'un droit quelconque en vertu de la Loi – Il existe des raisons de croire que les employés en cause étaient visés par un licenciement possible avant la campagne de recrutement des TCA – Requête en redressement provisoire rejetée

**MJ MANUFACTURING – A DIVISION OF MARTINREA INTERNATIONAL INC.;** RE NATIONAL AUTOMOBILE, AEROSPACE, TRANSPORTATION AND GENERAL WORKERS UNION OF CANADA (CAW-CANADA); File No. 3201-09-M; Dated June 1, 2010; Panel: Brian McLean (6 pages)

**Accréditation – Justice naturelle – Vente d'une entreprise/employeur lié – Pratique et procédure – Réexamen – Révocation** – À la suite du dépôt d'une requête aux termes du paragraphe 69.1 (4), le syndicat des TUAC et les employeurs intimés avaient réglé l'affaire d'une façon qui touchait des employés d'établissements autres que ceux où l'on avait reçu avis des requêtes initiales – Ni les parties ni la Commission n'avaient veillé à ce que ces

employés autres reçoivent avis de la décision de la Commission, laquelle tenait compte du règlement conclu par les parties et avait une incidence pour leurs droits – Étant donné le dépôt d'une opposition dans les délais par certains employés d'un des magasins auxquels l'avis n'avait pas été remis, la Commission modifie sa décision de façon à exclure le magasin des descriptions de l'unité de négociation que renfermait sa décision antérieure – Requête en révocation rejetée – L'accréditation demeure valide

Commission des relations de travail de l'Ontario. On peut consulter la version préliminaire des *Reports* à la Bibliothèque des tribunaux du travail de l'Ontario, 7<sup>e</sup> étage, 505, avenue University, à Toronto.

**PHARMA PLUS DRUGMARTS LTD., KATZ GROUP CANADA LTD. AND PHARMX REXALL STORES LTD.;** RE UNITED FOOD AND COMMERCIAL WORKERS CANADA, LOCAL 175; RE NATIONAL AUTOMOBILE, AEROSPACE, TRANSPORTATION AND GENERAL WORKERS UNION OF CANADA (CAW-CANADA) AND ITS LOCAL 414; File Nos. 0579-08-R; 0580-08-R; 1497-09-R; 1662-09-R; Dated June 8, 2010; Panel: Brian McLean (3 pages)

**Accréditation – Preuve d'adhésion – Pratique et procédure** – Le syndicat avait déposé une preuve d'adhésion qui était sans date – La Commission est d'avis que les cartes d'adhésion non datées ne constituent pas une preuve sur laquelle la Commission peut s'appuyer pour décider de l'opportunité ou non d'ordonner la tenue d'un scrutin de représentation – La Commission relève que, selon la règle 9.2, la preuve d'adhésion doit indiquer la date d'obtention de chaque signature – De plus, la Commission juge improbable de pouvoir s'appuyer sur des affidavits comme preuve des dates de signature des cartes, étant donné que, selon le paragraphe 8 (3), elle ne pourrait pas tenir compte des affidavits et que ce procédé serait contraire à la procédure de scrutin rapide prévue par la Loi – Enfin et de toute façon, vu le grand nombre des cartes non datées, il ne convient pas en l'occurrence de passer outre aux règles de la Commission – Requête rejetée

**STOCK TRANSPORTATION LTD.;** RE AMALGAMATED TRANSIT UNION LOCAL 1573; File No. 0876-10-R; Dated June 16, 2010; Panel: Brian McLean, J.A. Rundle, S. McManus (3 pages)

Les décisions énumérées dans le présent bulletin seront publiées dans les *Reports* de la

## Procédures en instance

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
<b>Rainbow Concrete</b> Divisional Court No. 850-10 <b>Sudbury</b>	2904-09-U 2905-09-FC	En cours
<b>Mr. Todor Pandeliev v. OLRB</b> Divisional Court No. 10-DC-1594 <b>Ottawa</b>	3279-08-ES	En cours
<b>Ellis Don Limited v. Ontario Sheet Metal Workers' and Roofers' Conference</b> Divisional Court No. 92/10	0784-05-G	Rejetée le 29 juin 2010
<b>AECON Construction Group v. IBEW, Local 105</b> Divisional Court No. 87/10	3626-08-G	En cours
<b>Independent Electricity System Operator v. Canadian Union of Skilled Workers, LIUNA et al</b> Divisional Court No. 78/10	3322-03-R 2118-04-R	21 et 22 octobre 2010
<b>K.A.S. Group of Companies v. Metro Waste Paper Recovery</b> Divisional Court No. 611/09	0723-08-R 1037-08-R	17 décembre 2010
<b>Reliable Painters &amp; Decorators</b> Divisional Court No. 620/09	1443-09-R	En cours
<b>Riverside Mart &amp; Service v. Bilal Jebahi</b> Divisional Court No. 09-DC-1566 <b>Ottawa</b>	1598-09-ES	En cours
<b>Lennox Drum Limited v. Joseph Ah-hone</b> Divisional Court No. 465/09	0657-08-HS	10 août 2010
<b>Pro Pipe Construction v. Norfab Metal and Machine</b> Divisional Court No. 408/09	2574-04-R	En cours
<b>IBEW v. Ellis Don</b> Divisional Court No. 437/09	2836-08-G	Rejetée le 29 juin 2010
<b>Blue Mountain Resorts v. Ontario Ministry of Labour</b> Divisional Court No. 373/09	1048-07-HS 0255-08-HS	En cours
<b>Roy Murad v. Les Aliments Mia Foods</b> Divisional Court No. 291/09	1999-07-ES	En cours
<b>Greater Essex County District School Board v. IBEW, Local 773 et al</b> Divisional Court No. 212/09	1776-04-R et al	Ajournée sine die
<b>Dr. Peter A. Khaiteh v. OLRB et al</b> Divisional Court No. 431/08	4045-06-U et al	En cours
<b>Comfort Hospitality Inc. o/a Days Inn v. Director Employment Standards et al</b> Divisional Court No. 344/08	2573-07-ES	En cours
<b>L.I.U.N.A. v. Barclay Construction et al</b> Divisional Court No. 310/08	0837-06-R	En cours
<b>Janet Kitson v. OLRB et al</b> Divisional Court No. 492/06	4205-02-U	En cours